

# Femmes et migrantes, la double peine

**Union européenne** Les députés proposent une aide spécifique pour les réfugiées.

**Véronique Leblanc**  
Correspondante à Strasbourg

**D**es hommes jeunes et la plupart du temps non accompagnés. C'est le visage qu'on donne généralement au phénomène migratoire. Or, la réalité est en train de basculer puisque, selon le Haut Commissariat aux réfugiés de l'Onu, 55 % des migrants qui ont accosté sur les côtes grecques depuis ce mois de janvier sont des femmes et des enfants. Plus de la moitié donc, alors que, pour toute l'année 2015, la proportion n'était que de 27 %.

Reste que *"les femmes ont peur de faire la route"*, raconte Farès Nahlawi, un demandeur d'asile syrien de 22 ans arrivé seul à Strasbourg en octobre dernier. En Syrie, il avait une famille et vivait à Damas jusqu'à ce que son père disparaisse dans une guerre qui a aussi détruit son logement. Sa mère, ses deux frères, sa sœur et lui ont été séparés puis relogés dans une maison de banlieue qu'ils ont décidé de quitter

en 2013 après l'usage d'armes chimiques à l'est de la ville.

Seul son frère aîné est resté. Le plus jeune a pris la route de l'exil vers l'Allemagne. Farès, Nour (sa mère) et Rama (sa sœur) sont partis vers Istanbul. Ils y ont vécu tant que bien que mal, puis Farès – qui parle anglais et français – a décidé de partir vers l'Europe. Son périple ressemble à celui de tant d'autres: la Méditerranée à traverser en canot pneumatique jusqu'à Lesbos; ensuite le centre de contrôle de Mytilène qu'il faut gagner, avant d'entamer la route des Balkans.

**"Trop dangereux"**

C'est dans un camp de Croatie qu'il a rencontré Fatma, une de ses compatriotes, *"qui pleurait tout le temps"*. Elle était bloquée là depuis un mois avec ses cinq enfants car elle ne savait pas comment faire pour se rendre à Munich où se trouvait déjà son mari. Ne parlant que l'arabe, n'ayant jamais été

bien loin de chez elle, épuisée nerveusement et physiquement, Fatma était au bout du rouleau et totalement isolée. Farès et elle ont continué ensemble jusqu'à Vienne, où il lui a acheté les billets de train nécessaires pour que la famille puisse rejoindre le père à Munich. Prévenu par téléphone, celui-ci les attendait.

L'histoire se termine bien mais Farès pense que, de manière générale, *"le voyage est trop dangereux pour les femmes"*. *"Il faut être très résistant physiquement"*, dit-il. *"Traverser la mer, ne pas dormir parfois, affronter le froid, c'est difficile."* Sans compter la violence, celle de la guerre qu'elles tentent de fuir et qui les a marquées, et celle qui les guette au long de la

## 61428

### DEMANDEURS D'ASILE EN ALLEMAGNE

L'Allemagne a comptabilisé les arrivées, en février, de 61 428 demandeurs d'asile, soit environ un tiers de moins que le mois précédent, lorsque 91 671 personnes avaient été comptées, selon les chiffres publiés mardi par le ministère de l'Intérieur. Parmi ces nouveaux arrivants, les Syriens fuyant la guerre sont la principale nationalité représentée (24 612 personnes) suivis des Irakiens (12 355) et des Afghans (12 121).

route.

### Des dispositions pour les femmes

Un rapport rédigé par l'eurodéputée travailliste britannique Mary Honeyball a pris la mesure des difficul-

tés que traversent les migrantes. Il a été adopté sans problème mardi, en plénière strasbourgeoise du Parlement européen. Ce texte consacré aux réfugiées et demandeuses d'asile dans l'Union européenne réclame des dispositions précises, telles que des services médicaux et psychologiques ciblés sur les femmes et la prise en charge des enfants lorsqu'on s'occupe de leur mère. *"On sait en effet que ces femmes répugnent à parler en présence de leurs enfants des violences qu'elles ont subies"*, a rappelé Mary Honeyball.

Rama, la sœur de Farès, est demandeuse d'asile en Allemagne depuis trois mois mais elle n'a pas emprunté la route des Balkans. Son départ, précipité par la décision des autorités turques de ne plus donner de permis de travail aux Syriens, a été possible grâce à son ancien employeur qui a déposé sur son compte les milliers d'euros requis pour l'obtention d'un visa touristique. L'homme a récupéré son argent une fois la jeune fille arri-

## Épinglé

### Le "marché" UE-Turquie est-il légal ?

**Le projet** consistant à créer un mécanisme d'échange de réfugiés entre l'UE et la Turquie, défendu ce lundi par les chefs d'Etat et de gouvernement, est-il dans les clous au regard du droit européen et international ? Rien n'est moins sûr. Selon une analyse juridique réalisée par la Commission, ce dispositif ne serait a priori pas assimilé à un refoulement, contrairement à la Convention de Genève, dans la mesure où ces expulsions (massives) seraient opérées depuis la Grèce, qui a conclu un accord de réadmission des migrants "irréguliers" avec la Turquie. Et considère donc son voisin comme un pays sûr. Une lecture que ne partagent pas l'ONG Human Rights Watch, le Haut-commissariat aux réfugiés de l'Onu ou encore le commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, qui ont fait part de leurs sérieuses inquiétudes sur la manière dont cet arrangement pourrait affecter le droit à la protection internationale dont jouissent les demandeurs d'asile. Nul doute que ce débat va alimenter les journées des juristes d'ici le sommet européen des 17 et 18 mars. **G.T.**

vée en Europe.

Pour leur mère restée à Istanbul, la situation est bloquée. Hors de question qu'elle entame le périple. Ni elle ni sa famille ne peuvent l'envisager. Cette femme de 50 ans qui enseignait l'arabe à l'Université de Damas vit désormais au jour le jour en donnant des cours aux réfugiés syriens arrivés en Turquie, mais elle n'en a légalement pas le droit. Etre femme dans l'exil, cela ressemble donc à une double peine...

## Route des Balkans

### La Slovénie limite le transit de migrants

La Slovénie a annoncé qu'elle ne laisserait plus, sauf exceptions "humanitaires", transiter de migrants par son territoire à partir de mardi (hier) à minuit, avec pour finalité de fermer la route des Balkans et de protéger l'espace Schengen. L'accès au pays ne sera plus autorisé qu'aux "étrangers remplissant les conditions pour entrer dans le pays", à ceux souhaitant y demander l'asile, ainsi qu'à des migrants sélectionnés "au cas par cas", selon des critères humanitaires. La Serbie a déclaré qu'elle s'alignerait sur la décision de la Slovénie. (AFP)